

de mise en œuvre est décisive or elle donne un rôle-clé aux acteurs économiques privés », le lecteur citoyen s'interroge et comprend l'absence d'articulation entre politique nationale (niveau auquel la décision est prise) et locale (où est mise en œuvre les politiques). Si les acteurs publics gouvernent avec les promoteurs, déléguer la mise en œuvre de la politique publique à des acteurs privés procure un avantage à moyen terme à ces derniers, la relation risquant de tendre vers une dépendance accrue des acteurs publics vis-à-vis des promoteurs ; telle est la conclusion de l'ouvrage.

Aussi, la mise à jour de réseaux d'influence, d'interconnaissances entre élus et promoteurs au niveau national mériterait d'être investiguée, tant il est difficile d'accepter l'idée selon laquelle les échanges informels spécifieraient surtout des relations locales. L'ouvrage présente les défauts de ses qualités : accessible, pédagogique, il manque tout de même au lecteur des éléments précis pouvant consolider des propos parfois très généraux. Il n'en reste pas moins que l'objet d'étude est le signe que la recherche attaque désormais de front les acteurs non institutionnels qui font la cité.

Sylvie Duillard

AIRBNB, LA VILLE UBÉRISÉE

Ian Brossat, *La Ville brûle*, 2018, 160 p.

Ian Brossat livre un véritable plaidoyer pour le droit à la ville, un concept d'Henri Lefebvre qu'il reprend en fin d'ouvrage afin de trouver des alternatives à la catastrophe qu'il évoque. Adjoint à la mairie de Paris en charge du Logement et de l'Hébergement d'urgence depuis 2014, il se confronte à des acteurs économiques qui transforment la ville à leur profit : Airbnb et toutes les plateformes de logements touristiques sont ainsi dénoncés comme les agents dévoyant la location de loge-

ments entre particuliers. Entre les résidences secondaires pour fortunés, les logements vacants et les logements devenus des meublés illégaux loués à l'année, il comptabilise environ 250 000 logements concernés, soit près d'un logement parisien sur cinq.

Son propos démontre bien que, sous des airs faussement « cools », le logement touristique sans contrôle dénature la ville : mutation des commerces, évolution de la vie de quartier et dans l'immeuble, précarisation du marché du travail... Ian Brossat craint plus encore que ces premiers combats vis-à-vis d'Airbnb ne soient que l'aube des batailles à mener contre des groupes plus puissants, avec les GAFA (Google, Amazon, Face-



book, Apple), voire les NATU (Netflix, Airbnb, Twitter, Uber) : un monde régit par les opportunités. La ville construite par les GAFA pourrait bien ressembler aux cités du paternalisme social du XIX^e siècle mais avec une exploitation socio-économique plus puissante. À mi-chemin entre une analyse scientifique et un témoignage, c'est un ouvrage de partisan, parfois au développement un peu fragile (notamment la dernière partie), mais qui révèle bien que le destin d'une métropole peut échapper à ses habitants. Après tout, les villes qui ne vivent que des étrangers au territoire sont relativement nombreuses sur nos littoraux et nos stations de ski (nombre de résidences secondaires aux Mathes-La Palmyre : 74 % en 2015 ; aux Avanchers-Valmorel :

86 % en 2006). Ian Brossat propose quelques pistes de réflexion pour limiter les dérives.

C'est cette perte de contrôle politique et citoyenne qu'Ian Brossat redoute, quand les usages du sol ne sont plus que des enjeux particuliers, sans prise en compte de leurs interrelations réelles (puisque bâties virtuellement). Cette mutation est également palpable dans les autres marchés du tourisme, avec la prise en main des informés (TripAdvisor et compagnie) marginalisant les offices de tourisme et autres organismes locaux (perspective avancée par l'ethnologue Saskia Cousin). Jean-Virgile Crance, président du Groupement national des chaînes hôtelières, a estimé, en commentant les derniers chiffres sur l'économie du tourisme le 18 octobre 2018, que la France n'était pas encore concernée par la problématique du surtourisme mais qu'elle devait réfléchir à éviter une sur-densité touristique parisienne... tout en redoutant l'arrivée d'Airbnb dans les régions rurales (association avec le département d'Eure-et-Loir depuis mars). L'essor du tourisme ou le monde ubérisé ? ■

Johan Vincent

L'INCENDIE DE L'HÔTEL PARIS-OPÉRA. ENQUÊTE SUR UN DRAME SOCIAL

Claire Lévy-Vroelant, Paris, Creaphis Éditions, 2018, 480 p.

L'amélioration des conditions d'accueil des personnes les plus défavorisées fait partie des priorités affichées par le gouvernement, qui est allé jusqu'à promouvoir des politiques dites du « logement d'abord » privilégiant l'accès à un logement pérenne et autonome plutôt qu'à des formes d'hébergement plus ou moins institutionnelles, mais souvent précaires. Toutefois, face à l'arrivée de personnes migrantes temporairement ou durablement en situation irrégulière, la question

des modalités d'accueil décentes reste d'une actualité brûlante et suscite des initiatives souvent innovantes (occupation temporaire de friches foncières ou immobilières, nouveaux modes constructifs modulaires) et des débats locaux parfois très vifs¹. Mais là où l'offre d'hébergement reste insuffisante, l'actualité nous rappelle avec régularité le caractère insupportable des conditions d'accueil de ces populations marquées par la précarité. L'incendie de l'hôtel Paris-Opéra reste gravé dans bien des mémoires.

Dans la nuit du 14 au 15 avril 2005, dans le IX^e arrondissement de Paris, un hôtel qui héberge des familles prises en charge par le Samu social brûle. Vingt-quatre personnes, dont onze enfants,



perdent la vie et cinquante-quatre personnes sont blessées. À travers le récit de ce fait divers par ses victimes, Claire Lévy-Vroelant – professeure de sociologie à l'université Paris VIII, spécialiste de l'habitat – lève une partie du voile sur les dysfonctionnements du système de l'hébergement d'urgence et les conditions de vie imposées aux personnes en situation irrégulière mais aussi sur les mobilisations collectives et la défense des droits des plus précaires. En cela, l'ouvrage vient nourrir de façon salutaire un débat public aux termes trop souvent quantitatifs, se concentrant sur les budgets et le nombre de « places » et n'évoquant que →

¹ On se souvient des résistances opposées à l'implantation d'un centre d'hébergement d'urgence en lisière du bois de Boulogne.